

Sainte-Clotilde, le 15/05/2020

**Monsieur Le Président
Autorité Régulation des Communications
Electroniques Postes- ARCEP
Direction Mobile et innovation
14 rue Gerty Archimède
cs 90410
75613 PARIS CEDEX 12**

D2020/6437

Votre identifiant Région : 68599
(A rappeler dans toutes vos correspondances)

Affaire suivie par : Jean-Pierre POTHIER
Direction de l'Innovation et du Développement Numérique
Mél : jean-pierre.pothier@cr-reunion.fr

N/REF : D2020/6437

OBJET : Participation au complément de consultation publique « De nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles à La Réunion et à Mayotte – De nouvelles fréquences pour la 5G »

Monsieur le Président,

La Région Réunion, en tant que responsable du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) actualisé en 2016, a pour ambition d'assurer l'égalité d'accès du plus grand nombre de concitoyens réunionnais à Internet, toutes technologies confondues.

Par votre consultation publique du 20 mars 2020, qui complète celle du 19 décembre 2019, vous sollicitez l'avis de tous les acteurs intéressés par l'attribution de nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles à La Réunion.

La présente lettre constitue la contribution de la Région Réunion à cette nouvelle consultation. Les questions traitées ne porteront que sur le territoire de la collectivité.

« Question n° 1. L'approche proposée ci-dessus pour Mayotte vous semble-t-elle pertinente ? Pour quelles raisons ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de ces obligations de déploiement ? Des dispositions relatives au partage de réseaux seraient-elles utiles ? »

La Région Réunion, dans son courrier du 02 mars 2020, a proposé comme zones prioritaires justifiant une obligation de déploiement les suivantes :

- Intégralité du cirque de Mafate (îlets habités et sentiers de randonnée)
- Zone touristique du Volcan
- Ainsi que toutes les zones isolées faisant l'objet d'une carence de couverture à terme par la fibre optique, à savoir toute zone durablement éloignée d'un local raccordé au FTTH de plus de 250

LA RÉUNION!
Positive!

mètres.

En outre, des zones vertes et marron ont été rajoutées. Elles correspondent respectivement aux parcelles cadastrales de particuliers (362 parcelles identifiées) et à usage professionnel (55 identifiées) qui ne sont pas ciblées par un réseau FTTH (déjà déployé ou à déployer, privé ou d'initiative publique) à moins de 250m.

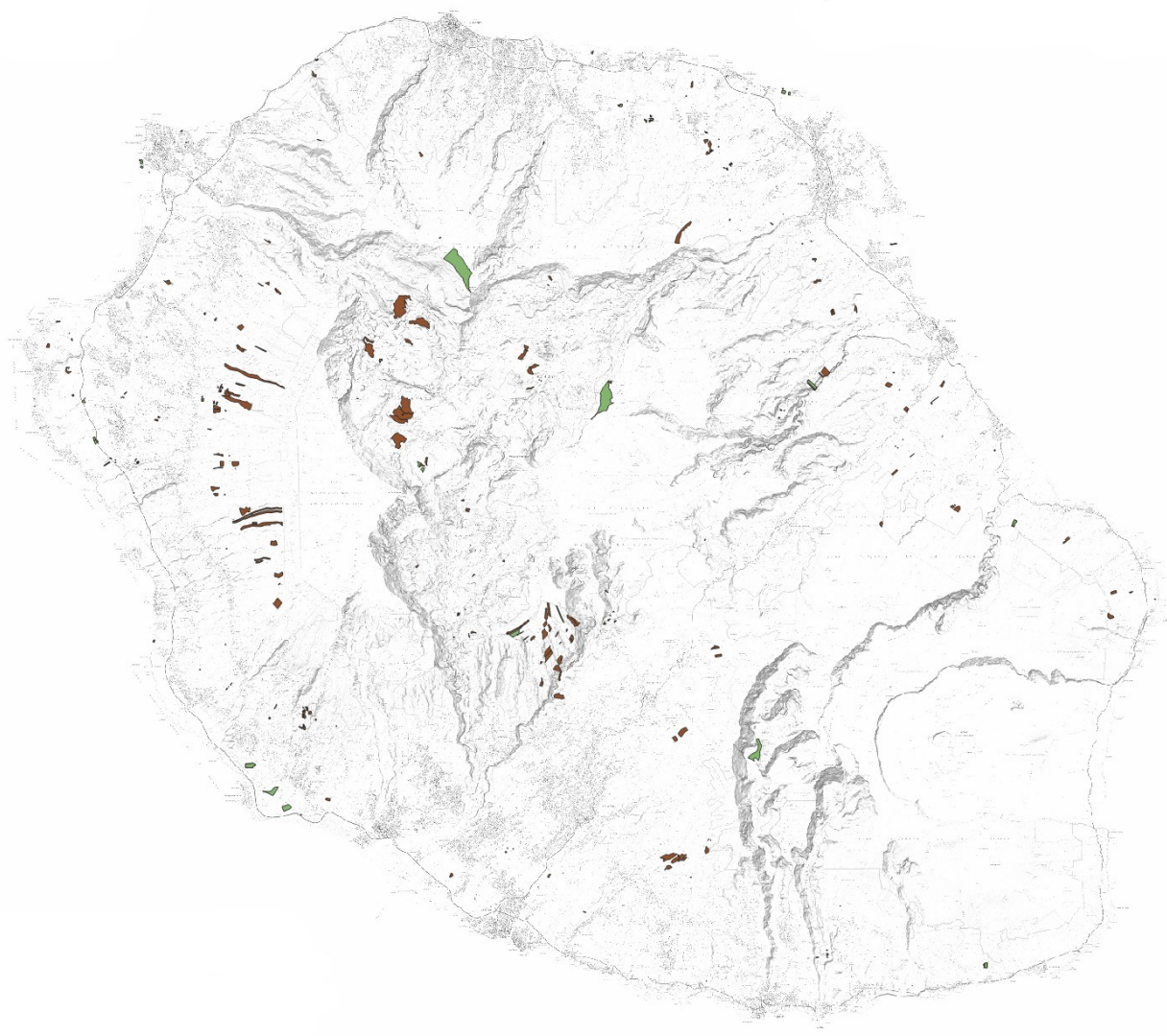


Figure n°1 – Parcelles de particuliers et professionnels considérées en zones blanches

Les zones blanches identifiées ci-dessus sont nombreuses, et souvent de faible superficie, ce qui rend complexe l'identification de zones précises.

La Région Réunion laisse les opérateurs mobile définir les modalités opérationnelles les plus pertinentes pour couvrir les zones blanches, mais réitère l'importance de résorber celles-ci au plus vite afin de garantir l'accès à Internet aux usagers concernés.

LA RÉUNION!
positive!

« Question n° 2. Combien de sites estimez-vous nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins décrits dans la consultation publique pour chacun des territoires de La Réunion et de Mayotte ? Le déploiement de ces sites présente-t-il une complexité particulière (en matière de collecte, d'alimentation électrique, de contraintes géographiques ou autre) ? »

L'hétérogénéité des zones blanches présentées ci-dessus illustre la complexité à préciser à l'ARCEP un nombre de sites permettant une couverture sur l'ensemble du territoire de La Réunion. Il est à rappeler que l'ensemble des Hauts de l'île (couvrant plus de 1 000 km² de l'île, soit 40% de sa surface) est doté d'un relief montagneux, qui amplifie la complexité à fournir des estimations réalistes.

La Région Réunion renvoie ainsi l'Autorité vers les opérateurs sur ce point.

Conclusion

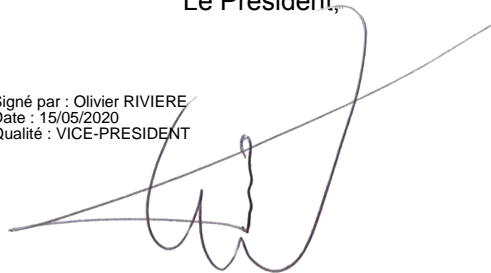
Nous souhaitons par la présente vous rappeler les priorités de la Région Réunion, étant donnée sa compétence d'aménagement du territoire, à savoir :

- Assurer à l'ensemble des Réunionnais un accès de qualité à Internet, en particulier dans les zones qui seront durablement privées de couverture FTTH ;
- En cela, soutenir l'obligation de déploiement imposée aux opérateurs de résorber les zones blanches pour les zones d'habitation, de tourisme ou professionnelles concernées ;
- Investiguer davantage, au regard des échecs obtenus par l'ARCEP sur un certain nombre de lieux pourtant indiqués couvertes par les cartes fournies par les opérateurs, par de nouveaux tests terrain afin de renforcer la véracité des cartes fournies par les opérateurs.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

Signé par : Olivier RIVIERE
Date : 15/05/2020
Qualité : VICE-PRESIDENT



LA RÉUNION!
positive!